

Les élus locaux face à la crise sanitaire :

« Notre priorité, maintenir le lien avec les habitants des quartiers prioritaires ! »

Plongés dans une situation d'urgence, les élus locaux ont dû s'adapter et prendre des décisions rapides pour gérer, sur le terrain, les besoins des habitants et répondre aux problématiques de tous ordres soulevées par la crise sanitaire. Dans les villes populaires, les enjeux étaient d'autant plus prégnants que les inégalités ont été fortement accentuées. Gilles Leproust, secrétaire général de l'association des maires Ville et Banlieue de France, également maire d'Allonnes dans la Sarthe, revient sur la gestion locale de la crise sanitaire.

Q *Les élus locaux ont été en première ligne pour gérer la crise sanitaire dans les communes. Quel regard portez-vous sur l'action, pendant le confinement et après ?*

D'une manière générale, tous les élus des villes populaires ont été au plus près des habitants dans un objectif premier et primordial de garder le lien avec eux. Ils se sont mobilisés sur plusieurs champs et à différents niveaux. Sur la question alimentaire par exemple, qui était une des plus prégnantes pendant le confinement pour les habitants des quartiers populaires, des communes ont fourni des produits frais aux associations d'aide aux personnes en difficulté, d'autres ont distribué des chèques alimentaires via les CCAS¹. Certains élus ont participé concrètement aux distributions de repas pour pallier le manque de bénévoles dans les associations, ceux-ci étant souvent relativement âgés donc vulnérables face au virus. D'autres ont contribué à la distribution de kits pédagogiques pour les familles les plus précaires ou encore de masques, ce qui a permis, non seulement de ne pas exposer les agents des collectivités afin de préserver leur sécurité et leur santé, mais aussi de faire connaissance avec leurs administrés, pour ceux d'entre eux nouvellement élus.

Après le confinement, toujours dans l'idée de garder le lien avec les habitants, les équipes municipales ont déployé beaucoup d'énergie pour développer des

actions d'« aller vers ». Par exemple, à Allonnes, nous avons mis en place des équipes mixtes (médiateurs, éducateurs de prévention, associations...) pour aller à la rencontre des habitants dans l'espace public, les écouter et recueillir leur ressenti sur la période qu'ils venaient de traverser et celle qui s'ouvrait à eux. Nous envisageons d'ailleurs de pérenniser cette action nouvelle qui a très bien fonctionné.

Il ne faut pas oublier les associations qui ont fait preuve d'efficacité pendant la crise et ont pu démontrer, s'il en était besoin, leur rôle primordial auprès des habitants.

Q *Dans quelle mesure les méthodes et outils de la politique de la ville ont-ils permis de gérer cette crise différemment ?*

Deux des principales caractéristiques de la politique de la ville sont le travail partenarial et la transversalité. En situation d'urgence, comme nous l'étions à partir du mois de mars dernier, ces méthodes ont permis une souplesse et une réactivité nécessaires pour la mise en place rapide et coordonnée des actions.

Les dispositifs soutenus par la politique de la ville ont également contribué à répondre aux besoins des habitants. Du côté de la continuité pédagogique par exemple, les fonds des cités éducatives ont pu être mobilisés localement pour acheter des livres et/ou du

matériel pour suivre les enseignements à distance. Je pense également au programme de réussite éducative qui s'est particulièrement mobilisé à cette période pour accompagner les élèves.

Les dispositifs exceptionnels mis en place pour les vacances d'été (opération « Quartiers d'été 2020 ») ont aussi été des outils précieux pour les collectivités. Malgré des délais très courts pour répondre aux appels à projets, celles-ci ont réussi, par un travail important de collaboration avec l'ensemble des services, à mobiliser les familles et les enfants.

Dans certaines communes, l'opération a favorisé le départ en colonie d'enfants des quartiers prioritaires qui ne partaient jamais. Le dispositif s'est étendu aux vacances d'automne (« Quartiers d'automne ») et je m'en réjouis. Nous souhaitons que ce type d'actions puissent être pérennisées car elles ont une réelle utilité.

Q *Quels enseignements peut-on tirer de la gestion locale de cette crise pour les années à venir ?*

De mon point de vue, l'enjeu local sera de capitaliser ce qui a été réalisé dans l'urgence, en mettant en avant les points forts et les points faibles, afin de pérenniser les actions qui ont fait leurs preuves et construire des réponses nouvelles aux besoins qui n'ont pas été couverts. Le pire dans la politique de la ville, c'est la routine ! Nous devons revisiter nos cadres d'intervention et donner du sens à ce que l'on fait. Et surtout, nous devons continuer et renforcer la co-construction des actions avec les acteurs de terrain et les habitants. L'écueil, quand on est responsables politiques, pourrait être de penser à la place de. Il faut absolument éviter ce piège, se saisir des opportunités, croire en leur potentiel et les adapter à notre contexte local.

D'autre part, au regard de ces derniers mois, nous demandons plus de souplesse dans la mise en œuvre des dispositifs nationaux et des cadres d'intervention. La politique de la ville souffre encore trop de lourdeurs administratives, ce n'est pas nouveau. La crise sanitaire n'a fait que renforcer cette situation en permettant, par exemple, aux grosses associations de répondre aux appels à projets au détriment des structures plus petites qui réalisent pourtant un travail plus que nécessaire auprès des habitants.

Si la crise sanitaire a permis, dans l'urgence, de faire travailler ensemble politique de la ville et droit commun, ce n'est qu'un début. De véritables efforts sont à poursuivre dans ce sens. La politique de la ville ne peut pas remplacer les désengagements du droit commun, celui-ci doit être correctement fléché vers les territoires discriminés.

Enfin, nous plaçons pour que des moyens humains suffisants soient affectés durablement dans les services politiques de la ville.

Q *Quel message souhaitez-vous faire passer au nom de l'association des maires Ville et Banlieue de France ?*

Pendant le confinement et après, nous avons pu démontrer l'utilité et la crédibilité de notre travail d'élus au plus près des habitants. Dès le mois de mars par exemple, Ville et Banlieue a interpellé les pouvoirs publics nationaux sur la situation particulière des quartiers populaires face à cette crise. Le ministre chargé de la Ville et du Logement de l'époque, en instaurant un échange régulier, a pris en compte un certain nombre de nos remontées et propositions.

En faisant réseau, en mutualisant les forces, en travaillant et réfléchissant ensemble, l'association des maires Ville et Banlieue de France permet à ses membres de se sentir moins seuls face aux problématiques des quartiers prioritaires. Cet engagement a également des retombées positives pour les communes et les habitants. La ville d'Allonnes, par exemple, est une des communes les plus petites bénéficiant du label Cité éducative.

C'est donc à tous les maires des villes populaires de France que je m'adresse et je les invite à nous rejoindre pour porter haut et fort la voix des quartiers populaires et de leurs habitants. ●

Propos recueillis par Marjorie Fromentin

1. Centre communal d'action sociale.